



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Marine nationale  
DCSSF  
DSSF TOULON**

Toulon, le 08 août 2024  
N° 2024-13694/DSSF TOULON/SDL/NP

## **SPECIFICATION TECHNIQUE D'ACHAT DE RECHANGES**

**Référence** : 2015-17166DSSFT/SDL/DING

**OBJET** : Approvisionner les rechanges

	Identité	Fonction	Date	Visa
<b>Rédaction</b>	ASP TEISSEIRE	SDL/IL	17/07/2024	ACQUIS
<b>Vérification</b>	CRC2 MAUSSION	SLM/DIVLOG	22/07/2024	ACQUIS
	AAE DEPOISIER- RUAUD	SDL/GEST	22/07/2024	ACQUIS
	EV1 CLIQUENNOIS	OP20	22/07/2024	ACQUIS
	ICDHC EVEN	SDFC/DAR	17/07/2024	ACQUIS
<b>Approbation</b>	ICT LEFEBVRE	SDL	08/08/2024	ACQUIS

## ÉVOLUTIONS DU DOCUMENT

Indice	Nature de l'évolution	Date
A	Spécification technique d'achat de rechanges navals	
B	Spécification technique d'achat de rechange navals 2eme édition – GED 2011-12298	08/04/2011
C	Mise à jour du document	10/07/2015
D	<p>Mise à jour des références documentaires</p> <p>Mise à jour des clauses relatives au stockage et à la réception des rechanges</p> <p>Mise à jour clauses relatives aux rechanges stockés chez l'industriel</p> <p>Mutualisation des exigences spécifiées dans le guide des exigences pour la rédaction des marchés d'approvisionnement de rechanges, ainsi que les spécification générale d'approvisionnement indice L.</p>	17/07/2024

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES</b>	<b>4</b>
1.1.	Documents de référence	4
1.2.	Documents applicables	5
<b>2</b>	<b>SYMBOLES ET ABRÉVIATIONS – TERMINOLOGIES ET SIGLES UTILISÉS</b>	<b>6</b>
2.1.	Acronymes	6
2.2.	Définitions - Terminologie	7
<b>3</b>	<b>PRESTATIONS LOGISTIQUES GÉNÉRALES</b>	<b>8</b>
3.1.	Prestation d'identification d'un rechange stocké	8
3.2.	Prestation de codifications	9
3.3.	Prestation documentaire associée à la livraison	10
3.4.	Prestation d'identification	11
3.5.	Prestation d'emballage	12
3.6.	Prestations spécifiques liées aux radionucléides	14
3.7.	Matériel reconditionné	15
3.8.	Système et matériel informatique :	15
<b>4</b>	<b>PRESTATIONS LIÉES A LA LIVRAISON EN MAGASINS</b>	<b>15</b>
<b>5</b>	<b>PRESTATION LIÉES AUX OPÉRATIONS DE RÉCEPTION</b>	<b>16</b>
<b>6</b>	<b>CAS PARTICULIER DU STOCKAGE CHEZ LE TITULAIRE</b>	<b>17</b>

## OBJET

Cette spécification précise les exigences attendues d'un titulaire de marché lors d'approvisionnement de rechanges navals ou de matériels nautiques destinés à des éléments de forces armées.

Ces exigences sont destinées à être incluses en totalité ou en partie dans les spécifications générales d'achat ou dans les clauses techniques des accords-cadres et marchés dont l'objet porte au moins partiellement sur la fourniture de rechanges pour les besoins du SSF et de la Marine Nationale.

Certaines exigences peuvent être liées à un seuil financier (exemple : En dessous de X k€, l'exigence X n'est pas applicable).

## 1. RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

### 1.1. Documents de référence

- [R1] Norme ISO 9001:2015 : système de management de la qualité – Exigences
- [R2] Décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante.
- [R3] Arrêté du 30 octobre 2008 portant homologation de la décision n° 2008-DC-0108 de l'autorité de sûreté nucléaire du 19 août 2008 relative au contenu détaillé des informations qui doivent être jointes aux demandes d'autorisation de détention, de fabrication et d'utilisation de radionucléides.
- [R4] Procédure SLOG 3.4 relative à la gestion des matériels contenant des radionucléides.
- [R5] Code de santé publique Art L.1333-1, 2, 3 et 4 modifiés par ordonnance n°2016-128 du 10 février 2016.
- [R6] Spécification technique flexible DSSFT/SDT/ING/SPEC/STB/386/A.
- [R7] Spécification technique ST 050110/CIMD Edition 1.10 du 25/02/15, relatives à l'exécution des projets d'identification et de codification des articles de ravitaillement français
- [R8] Note n°2014-19279 DSSFT/SDL/NP du 09 Juillet 2014 relative aux modalités de gestion de l'entreposage et des mouvements des rechanges classifiés dont la compétence de gestion de biens relève du Service de Soutien de la Flotte de Toulon
- [R9] Processus SLM PO410.- Intervention – 021 Réception d'un Rechange Naval du 25/03/12.
- [R10] Notice technique n°6365-0001 relatif aux références et conditionnements des pièces détachées des matériels de plongée du 14 octobre 2009
- [R11] Règlement n°1272/2008/CE du 16 Décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.
- [R12] Règlement n°1907/2006/CE du 18 Décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables aux substances (REACH).
- [R13] NORMDEF 0201 : Norme défense « Niveaux d'emballage et méthodes de conditionnement des matériels de défense » - Edition 2 du 23 Juin 2015
- [R14] Note n°2017-16792 DSSF TOULON/SDL/NP du 10 juillet 2017 qui est un recueil de consignes provisoires de magasinage – RCP MAG.
- [R15] Directive interarmées pour la gestion des ACSSI (DIAGA)
- [R16] Décret 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur marchés des piles et accumulateurs et à leur élimination.
- [R17] Circulaire DRT n° 99-10 du 13 août 1999 concernant les dispositions applicables aux fibres minérales artificielles.
- [R18] Décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.
- [R19] Circulaire 162/DEF/CGA/PRB/CRM du 2 mai 2000
- [R20] Code du travail – notamment les articles R4313-59, R4313-60, R4313-61, R4313-62, R4313-64, R4311-4, R4311-5, R4311-7, R4311-8, R4313-51 et les paragraphes

- 8.1.4/8.1.5/8.3.1/8.3.2 de l'annexe 1 du R4312-1
- [R21] Décret n°2015-231 du 27 février 2015 relatif à la gestion des sources radioactives scellées usagées et articles R1333-152 à R-1333-165 CSP.
- [R22] Note n°D-18-005592 ARM/EMA/DSA/MCO/NP et n°DGA01D18054469 ARM/DGA/DO/SMCO/NP du 15 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la technologie RFID.

## 1.2. Documents applicables

- [A1] Norme NF EN ISO-17050 : elle définit la déclaration de conformité des fournitures aux stipulations d'un marché et spécifie les conditions générales auxquelles elle doit répondre.
- [A2] Norme NFL 17-102 : définir les marques et repères devant figurer à la réception, et jusqu'au montage, sur les produits en élastomère.
- [A3] Norme NFL 17-103 : définir les conditions d'emballage et de stockage des produits en élastomère non montés.
- [A4] Norme NFL 17-104 : définir les durées limites normales de stockage des produits en matériaux caoutchouc avant livraison et/ou avant montage sur les matériels.
- [A5] Norme CEI 61340-5-1 et 5-2 de 2008 : Protection des dispositifs électroniques contre les phénomènes électrostatiques – exigences générales
- [A6] Spécification technique particulière de besoin DSSFT/SDT/ING/SPEC/STB/386A
- [A7] Norme NF E25-007 : elle définit les conditions de commande et de livraison des éléments de fixation.
- [A8] Norme NF C003-1 ou ISO 361 : elle définit la conception et les pictogrammes à utiliser.
- [A9] Spécifications techniques ST 050110/CIMD Edition 1.3 du 16 mai 2008
- [A10] Norme NF EN 837-1 : manomètres à tubes Bourdon. Dimensions, métrologie, prescriptions et essais.
- [A11] Norme NF EN 837-3 : manomètres à membrane et manomètres à capsule. Dimensions, métrologie, prescriptions et essais.
- [A12] Norme NF E 15.034 : manomètres industriels.
- [A13] Norme NF E 15-100 : manomètres et thermomètres métalliques indicateurs.
- [A14] Norme E 15-012 : manomètres métalliques et leurs accessoires. Eléments de raccordement.
- [A15] Directive DESP2014/68/CE. Directive « Equipements sous pression » du 15 mai 2014.

## 2 SYMBOLES ET ABRÉVIATIONS – TERMINOLOGIES ET SIGLES UTILISÉS

### 2.1. Acronymes

Acronyme	Définition
BLIV	<i>Bordereau de LIVraison</i>
CCTP	<i>Cahier des Clause Techniques Particulières</i>
CIMD	<i>Centre d'Identification des matériels de la défense</i>
CMU	<i>Charge Maximale d'Utilisation</i>
DIRISI	<i>Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructure et des Systèmes d'Information</i>
FDS	<i>Fiche De Sécurité</i>
NNO	<i>Numéro de Nomenclature OTAN</i>
SACRAL NG	<i>SACRAL NG est un moyen de communication interne et externe qui permet la circulation d'informations sur toutes les références des produits des industriels convenant à un besoin opérationnel de maintenance des armées. Cette base de données est accessible sur Intradef (<a href="https://sacral-ng-consultation.intradef.gouv.fr/ncore_ng-web/faces/internal/gate.xhtml">https://sacral-ng-consultation.intradef.gouv.fr/ncore_ng-web/faces/internal/gate.xhtml</a>) ou sur le web moyennant un abonnement (<a href="https://www.nato.int/structur/AC/135/nmcrl/index.html#/pricing">https://www.nato.int/structur/AC/135/nmcrl/index.html#/pricing</a>)</i>
REX	<i>Retour d'EXpérience</i>
RFID	<i>Radio Frequency IDentification</i>
SI	<i>Système Informatique</i>
SIGLe	<i>Système Informatique de Gestion de la Logistique</i>
SLM	<i>Service Logistique de la Marine</i>
UDM	<i>Unité De Mesure</i>

## 2.2. Définitions - Terminologie

Terme	Définition
Document de référence	<i>Document auquel peut se référer le titulaire pour réaliser sa prestation.</i>
Document applicable	<i>Document que doit appliquer le titulaire pour réaliser sa prestation.</i>
Titulaire	<i>Organisme, Société ou personne qui procure un produit : fournisseur, contractant, industriel qui est détenteur du marché</i>
Client	<i>Organisme qui est le correspondant normal du titulaire dans l'exécution du marché.</i>
Source radioactive	<i>Substance radioactive utilisée pour ses propriétés d'émission des rayonnements et conçue dans cet objectif.</i>
Evolution de référence	<i>Rechange rigoureusement identique aux références déjà identifiées dans SACRAL NG. Seule la référence subit une réécriture</i>
Equivalence	<i>Article non référencé dans SACRAL NG qui correspond au besoin sur le plan fonctionnel et dimensionnel. Cet article ne nécessite aucune adaptation ou modification particulière</i>
Remplacement suite à obsolescence	<i>Dérogation aux spécifications techniques qui nécessite une étude d'adaptation à l'installation par la Marine Nationale. L'article proposé ne sera accepté exclusivement qu'en cas d'obsolescence avérée.</i>
Obsolescence technique	<i>Article qui n'est plus disponible auprès du fabricant (arrêt de fabrication ou cessation d'activité du fabricant), sauf si certains produits sont encore dans la chaîne d'approvisionnement.</i>
Obsolescence législative	<i>Article qui ne peut plus être approvisionné du fait de contraintes imposées par l'évolution de la législation (ex : amiante)</i>
Obsolescence contractuelle	<i>Article faisant l'objet d'une interdiction d'approvisionnement imposée à l'ensemble des contractants par la Marine Nationale et nécessitant un accord préalable entre les parties.</i>



### 3 PRESTATIONS LOGISTIQUES GÉNÉRALES

La prestation demandée correspond à la fourniture d'un ou plusieurs rechanges dans le cadre d'un marché, ce rechange ayant vocation à être stocké en attendant une délivrance au profit d'une unité militaire.

Exig 1. - Les rechanges sont identifiés par la désignation complète, le numéro de nomenclature OTAN et la référence fabricant de chaque rechange indiqués dans le tableau du CCAP (Cahier de Clauses Administratives Particulières).

Exig 2. - Les rechanges fournis doivent être conformes à la réglementation française et communautaire en vigueur.

Exig 3. - En cas de modifications apportées sur ces rechanges pour cause de perfectionnement, d'obsolescence ou de présence d'amiante, ils devront être recodifiés.

Exig 4. - L'attention du titulaire est attirée sur le fait que des perfectionnements ne pourront être apportés à ces rechanges que sous réserve de conserver l'intégrité et la comptabilité absolue avec les installations déjà en service et avec accord préalable du Service de Soutien de la Flotte (SSF).

Exig 5. - Conformément au décret 96-1133 du 24 décembre 1996 [R2], relatif à l'interdiction de l'amiante, aucun rechange ne devra comporter de produit amianté.

Exig 6. - En application du code de santé publique [R5], l'adjonction de sources radioactives scellées ou non scellées dans des biens de consommation est strictement interdit quel que soit le niveau d'activité de ces sources, sauf à justifier d'une dérogation. Dans ce cas, au cours de l'exécution du marché, le titulaire a l'obligation, sans financement supplémentaire, de rechercher et de proposer des modifications techniques de ses fournitures ainsi que les éléments éventuels de coûts et de délais associés permettant ultérieurement à l'autorité signataire du marché de faire remplacer tout ou partie des sources ionisantes par des dispositifs non ionisants ou moins ionisants. Dans le cas d'une fourniture au sein d'une prestation « pièces et main d'œuvre », le titulaire du marché s'engage en outre à respecter les dispositions du code du travail et du CSP, relatives à la protection des personnes contre les rayonnements ionisants.

Exig 7. - La fourniture des manomètres et appareils de mesure se limite uniquement aux appareils standards couverts par les normes [A10], [A11], [A12], [A13], [A14].

Exig 8. - Les rechanges sont livrés en conditionnement unitaire. Si le titulaire juge qu'il y a incohérence à livrer les produits en conditionnement unitaire, il peut adresser au SSF une demande de dérogation écrite (*lors de la remise des offres*).

Exig 9. - Les batteries et piles non rechargeables livrées doivent avoir une durée de vie restante supérieure ou égale au  $\frac{3}{4}$  de leur durée de vie totale en conditions de stockage [R16].

Exig 10. - Durée d'utilisation du rechange après livraison : si non précisée, le rechange livré, lorsqu'il est soumis à péremption ou possède une durée de vie limitée, doit avoir une durée de vie restante supérieure ou égale au  $\frac{3}{4}$  de leur durée de vie totale.

#### 3.1. Prestation d'identification d'un rechange stocké

*L'outil de gestion de stocks de la Marine – nommé SIGLe – est utilisé aussi bien dans les stocks à terre, qu'à bord des unités. Cet outil assure la traçabilité des mouvements de rechanges sur la base d'un numéro de nomenclature, clef de voute du management de cette logistique.*

Exig 11. - Pour chaque article devant être stocké, il existe un numéro de nomenclature OTAN (NNO) donné par la base de données OTAN « SACRAL NG » ou « NATO Master Catalogue of References for Logistics (NMCRL) ». Les commandes et réceptions de ces rechanges sont effectuées à l'aide de ce NNO, la référence fabriquant pouvant appuyer la description du rechange commandé.

Exig 12. - SACRAL NG peut proposer plusieurs références pour un même NNO, ce qui implique que les caractéristiques et performances des références sont identiques de manière certaine.



*Lorsque le titulaire souhaite proposer un article hors du périmètre connu de SACRAL NG, cette proposition peut se traduire par une simple inscription d'une nouvelle référence (« évolution de référence »), une référence équivalente ou encore un traitement d'évolution mineure ou majeure.*

Exig 13. - Une simple réécriture de référence attestée par un justificatif du fabricant est considérée comme une évolution de référence. L'article est rigoureusement identique aux références déjà identifiées dans SACRAL NG. Seule la référence fait l'objet d'une réécriture. L'instruction de cette évolution est à la charge du titulaire, directement auprès de la cellule codification du SSF de Brest.

Exig 14. - Une référence équivalente est une référence non connue jusqu'alors dans SACRAL NG pour lequel le titulaire s'engage et certifie que le rechange proposé correspond au besoin initial sur le plan fonctionnel et dimensionnel, ne nécessite aucune adaptation ou modification particulière, conserve l'entière compatibilité avec les installations déjà en service et préserve l'interchangeabilité absolue avec les rechanges initiaux afin de maintenir leur adaptabilité aux installations déjà en service. L'instruction de cette évolution est à la charge du titulaire.

Exig 15. - Dans le cas où le rechange proposé appelle de nouvelles spécifications (nécessitant une étude d'adaptation à l'installation par la Marine Nationale), le titulaire se doit de déclarer une obsolescence auprès du client. Elle peut s'appuyer sur le formalisme en annexe 1. L'article proposé ne sera accepté qu'en cas d'obsolescence avérée. L'instruction des obsolescences mineures est entièrement à la charge du titulaire.

*Une classification des obsolescences est ainsi définie : une obsolescence qui peut être traitée par un remplacement de matériel sans adaptation est dite « mineure ». Dans tous les autres cas, elle est dite « majeure ».*

Exig 16. - La déclaration d'une obsolescence majeure est à la charge du titulaire et nécessite la validation du client. Son instruction est précisée dans les clauses de chaque contrat.

Exig 17. - Tout processus d'obsolescence est considéré comme terminé quand l'étape de codification permet au système de reconnaître de manière certaine le rechange.

*Une obsolescence peut aussi utilement être classée en :*

- *obsolescence technique : article qui n'est plus disponible auprès du fabricant, sauf si certains produits sont encore dans la chaîne d'approvisionnement ;*
- *obsolescence législative : article qui ne peut plus être approvisionné du fait de contraintes imposées par l'évolution de la législation ;*
- *obsolescence contractuelle : article faisant l'objet d'une interdiction d'approvisionnement imposé à l'ensemble des contractants par la Marine Nationale et nécessitant un accord préalable entre les parties.*

### **3.2. Prestation de codifications**

Le référentiel des articles de ravitaillement SACRAL NG est disponible sur intradef ([https://sacral-ng-consultation.intradef.gouv.fr/ncore\\_ng-web/faces/internal/gate.xhtml](https://sacral-ng-consultation.intradef.gouv.fr/ncore_ng-web/faces/internal/gate.xhtml)) ou sur le web moyennant un abonnement (<https://www.nato.int/structur/AC/135/nmcr/index.html#/pricing>).

Les prestations de codification seront réalisées par la section de codification du SSF BREST suivant Spécification technique ST 050110/CIMD Edition 1.10 du 25/02/15 [R7] disponibles sur le portail intradef du CIMD : <https://portail-cimd.intradef.gouv.fr/index.php>

Exig 18. - Le titulaire s'engage à signaler toutes évolutions de référence et fournir les justificatifs et documents techniques nécessaires à la création ou à la révision des articles de ravitaillement.

Exig 19. - Le titulaire met à la disposition de la section de codification une documentation technique suffisamment complète pour identifier/codifier ou pour contrôler les articles figurant dans les listes des articles de ravitaillement (LAR). Cette exigence s'entend également pour les documentations réalisées et détenues par ses sous-traitants ou fournisseurs. Elle s'applique pour une période de dix ans conformément à la circulaire 162/DEF/CGA/PRB/CRM du 02/05/2000 [R19], sauf réserve particulière mentionnée au marché. La documentation est rédigée en langue française ou à défaut

en langue anglaise. Elle inclut les dessins techniques et s'il y a lieu, précise les restrictions d'approvisionnement (contrôle d'origine, contrôle de qualité) et les normes officielles.

Exig 20. - La documentation est mise à disposition soit sous forme de documents (dessins, spécifications, etc.) soit en donnant à la section de codification un accès à ces données électroniques détenues à une adresse spécifique de site internet lorsque cette solution est appropriée et disponible. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir les données techniques de ses sous-traitants et fournisseurs. Il s'engage à fournir la référence primaire du produit, la raison sociale du fabricant et afin de gérer les données logistiques, le titulaire s'engage à fournir pour une demande de nomenclature un certains nombres de champs obligatoires indiqués dans le formulaire de demande de nomenclature en annexe 2. Afin de gérer les données logistiques, le titulaire s'engage à fournir le niveau de réparabilité et le prix estimé unitaire en euros, toutes taxes comprises (TTC).

HOTLINE Codification SSF : [ssf-brest.codification96.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ssf-brest.codification96.fct@intradef.gouv.fr)

Contacts : 02-98-22-23-04 ou 02-98-14-09-83

### **3.3. Prestation documentaire associée à la livraison**

Exig 21. - Pour chaque livraison, le titulaire s'engage à fournir pour le rechange ou le lot de rechanges concerné un support informatique de type clef USB avec une photographie du rechange non emballé ; à chaque NNO correspond un seul fichier numérique de type JPEG ou équivalent et nommé [NNO].jpeg.

Exig 22. - Lorsque la conservation du rechange appelle des opérations régulières de maintenance, un plan de maintenance est fourni par le titulaire. Ce plan de maintenance est intégré dans le support informatique mentionné à l'exigence 21.

Exig 23. - Lorsque le rechange comporte un composant (batterie) ou fluide (huile) dont la qualité se détériore avec le temps de stockage, une date limite d'utilisation est indiquée de manière explicite dans le plan de maintenance et sur l'étiquette du rechange.

Exig 24. - Lorsque le rechange comporte un logiciel, le titulaire précise par écrit la version implémentée.

Exig 25. - En l'absence de précision complémentaire du marché ou de la commande, les documents suivants sont requis pour chaque rechange livré :

- Le plan de maintenance, le cas échéant ;
- Un certificat ou déclaration de conformité, attestant de la conformité du rechange [A1], renseigné et visé. Sans ce document indispensable, les agents de réception doivent suspendre la réception des matériels concernés ;
- Un PV d'essai sur banc (performances attendues détaillées dans le CCTP du contrat), lorsque la disponibilité ne peut être constatée que par un outillage dédié ;
- Un PV d'équilibrage et/ou une mesure vibratoire de référence pour tout équipement tournant ;
- Un certificat des sociétés de classification, lorsque l'équipement est soumis à un suivi réglementaire particulier ;
- Le support numérique éventuellement commun aux lots de rechange ;
- Une fiche de données de sécurité (FDS) en français ou par défaut en anglais, le cas échéant.

Sans ces documents indispensables, les agents de réception procèdent systématiquement à l'ajournement de la réception des matériels concernés.

### 3.4. Prestation d'identification

Exig 26. - Le marquage (étiquette imprimée) unitaire de chaque rechanges (ou sur son emballage primaire) fait clairement figurer les éléments minimum suivants :

- le NNO,
- Les éléments suivants (qui doivent être en plus encodés sous forme de code barre ou de QR code – voir exemple annexe 6) :
  - Le NOI (NNO ôté de ses quatre premiers chiffres) ;
  - la quantité ainsi que la date de conditionnement, lorsqu'il s'agit d'un lot sans numéro de série ;
  - la désignation complète ;
  - le cas échéant, le numéro de série ou de lot du rechange ;
  - le cas échéant, la date de péremption ;
  - le cas échéant, la précision sur la nécessité de réaliser une visite ou une épreuve en période de stockage.
- les références du marché et de la commande (incluant le nom du titulaire) ;
- la référence fournisseur du rechange livré :
  - la date et numéro de poste du marché ;
  - la date d'expédition ;
  - Les symboles graphiques et pictogrammes nécessaires si le colis contient des substances dangereuses ou du matériel sensible conformément à la réglementation. [R11], [A8].

Exig 27. - Ces marquages sont lisibles et accessibles sans ouverture de l'emballage du rechange.

Exig 28. - Le marquage spécifique (fragile, ne pas renverser...) peut être réalisé par une étiquette collée, attachée ou par impression directe sur l'emballage.

Exig 29. - Le marquage et l'identification des équipements électriques et électroniques doivent respecter le décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements [R18]

Exig 30. - Conformément au code du travail, chaque accessoire de levage et composant d'accessoire de levage doit porter les indications suivantes : marquage CE, identification du fabricant, identification du matériau, identification de la charge maximale d'utilisation (CMU). D'autres indications peuvent être requises dans le CCTP du contrat.

Exig 31. - Pour les batteries dites « sèches », l'étiquetage clairement visible doit comporter la mention « batterie sèche » ainsi que la date de péremption de la batterie.

Exig 32. - Un code à barres peut aussi figurer sur l'étiquette. Le titulaire communique au SSF la norme utilisée (ex EAN 128).

Exig 33. - Le titulaire peut proposer la mise en place de puce RFID. Le titulaire met en place des puces RFID sur les rechanges fournis ou sur leur colis unitaire. Celles-ci répondent aux normes précisées par le SSF (UHF, plage de fréquences 860MHz à 960 MHz, compatibles avec la norme ISO/CEI 18000-6 et avec le standard EPC UHF GEN2 V2). Cette disposition est précisée sur le bordereau de livraison. Les informations portées par la puce contiennent les informations suivantes à minima : - numéro OTAN d'identification (NNO) ; - numéro de série ; référence fournisseur ; code fabricant ; date d'emballage ; le cas échéant, date de péremption ; le code détenteur ; le NCAGE du GLB ; le cas échéant, le numéro de lot ; la quantité ; l'unité de mesure (UDM) ; l'identifiant code barre ; la description de l'article.

Exig 34. - Pour les élastomères, sur chaque emballage unitaire, les marquages comprennent aussi :

- la désignation et les caractéristiques dimensionnelles ;
- la référence fabricant ;
- le nom du fabricant ;
- la matière ;
- la date de vulcanisation ;
- la date de péremption avant montage.

Exig 35. - Pour les rechanges (joints, garnitures de frein, frictions,) susceptibles de contenir des fibres (céramique, verre...) ou des produits de substitution à l'amiante, le titulaire ajoute sur chaque emballage : la mention « garanti sans amiante » ainsi que la composition des produits de substitution : nature des fibres incorporées, nature de la matière dans laquelle les fibres sont agglomérées (par exemple : élastomère ...).

Exig 36. - Pour les éléments filtrants : les emballages doivent comporter le degré de filtration de l'élément.

Exig 37. - Pour les flexibles : le titulaire utilise la spécification technique particulière de besoin de référence [R6].

Exig 38. - Pour les éléments de fixation, le titulaire utilise la norme [A7].

Exig 39. - Pour le matériel de plongé : le titulaire utilise la notice technique n°6365-0001 relatif aux références et conditionnements des pièces détachées des matériels de plongée du 14 octobre 2009 [R10].

Exig 40. - Pour les articles contrôlés de la sécurité des systèmes d'information (ACSSI), l'instruction interministérielle n°910/SGDSN/ANSSI [R15] doit être appliquée.

Les informations fournies par le titulaire permettront par la suite d'appliquer les consignes de magasinage faisant l'objet de la note n°2017-16792 DSSF TOULON/SDL/NP du 10 juillet 2017 qui est un recueil de consignes provisoires de magasinage [R14].

### **3.5. Prestation d'emballage**

Dans son fonctionnement, le SSF est confronté à des contraintes dues à l'environnement selon les lieux d'expédition ou/et de stockage de son matériel.

Afin de pallier ces contraintes qui nécessitent la mise en œuvre de procédés et d'emballages adaptés pour protéger les objets, le Service de Soutien de la Flotte (SSF) a défini des groupes selon un code de combinaison alphanumériques. Chaque groupe est divisé en degrés (se référer à l'annexe « Classes d'emballages »).

Dans le cadre de ce marché, la classe retenue est la NORMDEF 0201 [R13], sauf spécification particulière précisé dans l'annexe financière.

Les dispositions concernent les matériels neufs expédiés par le titulaire du marché.

Sauf réserve formulée par le titulaire et mentionnée sur le marché, en particulier sur le choix de la classe d'emballage, la responsabilité du titulaire demeure entière, quant à la protection mécanique et à la durée possible de conservation du matériel.

Exig 41. - Le conditionnement des rechanges est conforme aux normes internationales, en particulier environnementales et la norme NORMDEF 0201 [R13], relative aux niveaux d'emballage des matériels de défense. Les emballages doivent protéger les rechanges efficacement contre toute action des agents extérieurs pouvant en altérer la qualité ou détériorer l'aspect au cours du transport et durant le stockage.

Exig 42. - Le conditionnement des rechanges contenant des matières dangereuses est conforme aux règlements sur le transport des matières dangereuses par voies routière, maritime et aérienne (ADR – IMDG – IATA).

Exig 43. - Sur demande justifiée du titulaire et après accord explicite du client, le titulaire peut mettre en place un emballage plus adapté.

Exig 44. - Un emballage unitaire contient un seul rechange. Sur chaque emballage unitaire, le titulaire procède au marquage prévu dans cette spécification. Ce marquage précise les contraintes de manipulation et de stockage des rechanges.

Exig 45. - Pour les emballages unitaires contenant des accumulateurs ou piles, le titulaire doit respecter le décret 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur marché des piles et accumulateurs et à leur élimination, pour les responsabilités lui incombant. Le titulaire ajoute sur chaque emballage unitaire : la date de péremption et la FDS dans une pochette porte-document



adhésive. Les batteries, accumulateurs, piles, intégrés munis de bornes + et – mais livrés non connectés doivent être équipés de capes en plastique ou autre dispositif de protection visant à éliminer tout risque de court-circuit ou d'activation.

Exig 46. - Pour tout rechange électronique contenant des piles, en complément des obligations précitées, le titulaire précisera la date de validité de celles-ci sur l'emballage unitaire.

Exig 47. - Pour les rechanges sensibles aux ESD (Electro Static Discharge ou décharge électrostatique), le titulaire prévoit les emballages adaptés à chaque article afin d'en minimiser les risques de détérioration en s'appuyant sur la norme [A5] ainsi que les références qui s'y rapportent.

Exig 48. - Les composants électroniques d'un même poste doivent être livrés sous emballage scellé avec les informations : semaine, année de fabrication, et la marque NF Composants Electroniques ou autres labels du LCI – S.N.Q.

Exig 49. - Pour les équipements électriques et électroniques, le titulaire respecte le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements [R22]

Exig 50. - Pour les colles ou silicones, le titulaire ajoute sur chaque emballage unitaire : la date de péremption et la fiche de données de sécurité dans une pochette porte document adhésive.

Exig 51. - Pour les articles en élastomère (joints, joints toriques, garnitures préformées...), les rechanges sont conditionnés à l'unité dans l'emballage élémentaire. Ces emballages unitaires doivent être opaques et étanches quelles que soient les dimensions (avec support si nécessaire). De plus, les emballages doivent tenir compte des normes [A2], [A3] et [A4]. Ainsi, les indications suivantes doivent être précisées sur chaque emballage unitaire : la référence fabricant, le nom du fabricant, la matière, la date de vulcanisation, la date de péremption avant montage. Au moment de la livraison, la date de fabrication ne peut être antérieure à la date de livraison de plus de – mois.

Exig 52. - Pour les roulements : Ils doivent être protégés de la corrosion par un papier spécial ou un emballage plastique. Ils sont livrés en emballage individuel d'origine avec bande de garantie de la marque placée de telle façon que l'ouverture de l'emballage nécessite la rupture de celle-ci.

Exig 53. - Pour les radionucléides, en complément aux obligations définies au §4.4, le titulaire ajoutera sur chaque emballage élémentaire :

- le pictogramme international d'avertissement,
- le numéro de série,
- la date de péremption fixée à 10 ans maximum à partir de la fabrication de la matière (cf. : code de santé publique [R5].).



Chaque emballage portant le pictogramme ci-dessus doit être accompagné d'une Fiche de Suivi de Source Radioactive (F2SR) (voir annexe 3) et de sa fiche de caractérisation (voir annexe 4).

Exig 54. - Si des emballages unitaires identiques sont regroupés, ils constituent un emballage intermédiaire. Le titulaire reporte alors sur cet emballage intermédiaire les indications suivantes : nom du titulaire, désignation complète du rechange, référence, date et numéro de poste du marché.

Exig 55. - Tous les emballages unitaires ou intermédiaires, en fonction de leurs dimensions ou quantités peuvent être regroupés dans des colis, caisses ou conteneurs, constituant les emballages collectifs de transport qui devront être prévus suffisamment résistants aux diverses opérations de transport et de manutention (ex : palettisation).

Exig 56. - Le titulaire précise sur chaque emballage collectif les contraintes de manipulation de celui-ci.

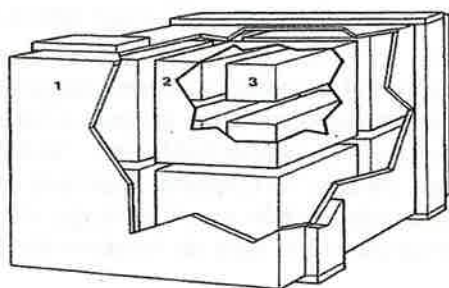
Exig 57. - A l'intérieur de chaque emballage collectif de transport, les emballages unitaires ou intermédiaires doivent être calés et immobilisés de manière à ne pouvoir se déplacer et entrer en contact les uns avec les autres.

Exig 58. - Le titulaire reporte les indications ci-dessous sur chaque emballage collectif de transport : nom et adresse du destinataire, nom du titulaire, numéro du bon de livraison du fournisseur, contact du fournisseur référence et date du marché, numéro de marché et numéro de poste de l'annexe financière, date d'expédition, numéros de nomenclature OTAN (NNO ou NOI), références livrées, nombre et type de colisage, masse du colis, dimensions et volume du colis.

Exig 59. - Si un emballage collectif contient des objets divers, un inventaire doit être placé à l'extérieur de l'emballage, dans une pochette étanche à la pluie et ne pas se détériorer lors du transport ou des manutentions. Un double de cet inventaire doit être placé à l'intérieur de l'emballage.

Exig 60. - L'inventaire est établi selon le formalisme ci-dessous :

N° de marché	Poste	Désignation complète	N° de nomenclature	N° de série	Réf fabricant	Quantité livrée



1 = Emballage collectif

2 = Emballage intermédiaire

### 3.6. Prestations spécifiques liées aux radionucléides

Exig 61. - Le titulaire s'engage à respecter la procédure SLOG 3.4 relative à la gestion des matériels contenant des radionucléides – clauses contractuelles [R4].

Exig 62. - Dans le cas d'un recours à des sources radioactives, le titulaire doit obtenir l'autorisation de la direction du SSF (DSSF). A cet effet, il justifie ce choix au travers d'un dossier technique, prouvant l'absence de solution de remplacement. DSSF se réserve le droit de refuser cet usage, une solution sera alors recherchée en commun.

Exig 63. - Dans le cas d'un recours à des sources radioactives et en cas d'accord du SSF, le titulaire fournit, en application du code de la santé publique, l'ensemble des informations relatives à la présence de radionucléides incorporés dans les matériels. Le titulaire doit fournir une copie de son autorisation délivrée par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) de fournir et distribuer, voire d'importer, des matériels contenant des radionucléides en France, pour chacun des matériels attendus. Cette autorisation est accompagnée de toutes les informations techniques nécessaires permettant au pouvoir adjudicateur la mise à jour éventuelle de son propre dossier d'autorisation de fournisseur/distributeur.

Exig 64. - A la fourniture de chaque matériel comprenant des sources radioactives, le titulaire transmet le certificat de source scellée du fabricant, le certificat de non contamination de la source scellée, les consignes de sécurité propre à chaque matériel et un engagement individuel de reprise de source radioactive.

Exig 65. - Dans le cadre de matériel contenant des sources radioactives, les informations délivrées par le titulaire doivent contenir, sous forme de guides ou de manuels, pour tous les matériels concernés :

- un numéro de série unique pour chaque matériel délivré, inscrit sur le matériel ;
- la liste et les caractéristiques des sources scellées fournies ;
- les prescriptions techniques pour la santé des personnes mettant en œuvre ;



- les précautions quant à la manutention, au magasinage, à l'entretien, à l'utilisation, à la réparation et à la maintenance ;
- les instructions d'installation, d'opération, de manipulation et d'utilisation, de transport, de sécurité et les recommandations d'entretien établies par le fabricant ;
- les exigences minimales établies par le fabricant pour l'utilisation et l'entretien ;
- les démarches à suivre par l'utilisateur dans le cas où le matériel est détérioré ;
- les modalités de chargement et de déchargement des sources dans le cas où ces opérations pourraient être effectuées par le client.

Exig 66. - Un document annexe présente la filière de vente du matériel, en indiquant notamment le nom du fabricant, ses coordonnées ainsi que les différentes étapes qui ont amené ce produit chez le requérant (importation, distribution...).

Exig 67. - Dans le cas d'une importation, le titulaire fournit également :

Exig 68. - une copie de l'autorisation de fournir, distribuer, importer ou exporter des sources et des matériels en contenant délivrée par l'autorité compétente du pays concerné ;

Exig 69. - une lettre d'engagement à l'ASN de reprise des sources ou des matériels en contenant lorsque la fin de vie de ces derniers sera atteinte.

Exig 70. - Tous les documents doivent être présentés en français. Les documents officiels d'une administration étrangère peuvent être dans la langue d'origine mais ils seront accompagnés d'une traduction *pro format*.

Exig 71. - L'ensemble des documents demandés au titre des exigences 60 à 67, doit être fourni à la livraison avec le certificat de source scellé.

Exig 72. - Le titulaire s'engage à reprendre les sources scellées comme convenu dans le chapitre V de l'arrêté du 30 octobre 2008 portant homologation de la décision n° 2008-DC-0109 de l'autorité de sûreté nucléaire du 19 août 2008 [R3].

Exig 73. - En plus des dispositions citées précédemment relatives à l'emballage collectif, sur chaque emballage collectif doit être apposé, de manière visible (stockage en palettier), le pictogramme signalant la présence possible de sources à rayonnement ionisant (SRI) ainsi que la date de péremption.

Exig 74. - Au tableau d'inventaire ci-dessus doit être ajoutée une colonne incluant les numéros de série et date(s) de péremption.

### **3.7. Matériel reconditionné**

En cas d'obsolescence reconnu, un matériel pourra être remplacé par du matériel reconditionné le temps de trouver un remplacement pérenne.

Exig 75. - Il devra présenter les mêmes garanties que le matériel substitué.

Exig 76. - Un matériel reconditionné ne pourra être mis en concurrence avec du matériel neuf.

### **3.8. Système et matériel informatique :**

Les SI et matériel informatique sont de la responsabilité de la DIRISI. Dans le cas où l'achat serait fait par le SSF, privilégier l'envoi par clés USB quand le SI peut être dématérialisé. Dans tous les cas, fournir une attestation de contrôle anti virale.

## **4 PRESTATIONS LIÉES A LA LIVRAISON EN MAGASINS**

Exig 77. - Le titulaire est responsable de la prise en charge de(s) rechanges(s) concerné(s) : l'emballage, le chargement, le pré acheminement, les transports principaux, les principales opérations de chargement/ déchargement, les assurances etc.

Exig 78. - A la livraison du matériel, le titulaire est responsable de la traçabilité du changement de responsabilité. Le BLIV – Bordereau de LIVraison - établissant ce transfert de responsabilité est signé par le titulaire et le représentant du client. Il doit comporter les éléments suivants :

- n° de BLIV ;
- nom de la société de livraison ;
- nom du titulaire du marché/contrat ;
- référence du marché ou du contrat (plus éventuellement lot concerné) ;
- référence du bon de commande client ;
- numéro de contact du fournisseur ;
- identité du client destinataire ;
- adresse de livraison ;
- date d'expédition ;
- nature du matériel livré (1 ligne par NNO) ;
- volume, poids et dimensions de chaque colis ;
- quantité ;
- case à cocher indiquant si le matériel doit être accompagné de FDS et/ou de certificat de conformité ;
- un espace réservé nommé « Observations et réserves clients ».

Exig 79. - La date du BLIV est signée par les parties. Un des deux exemplaires signés du BLIV est disposé sur chaque rechange de manière individualisée. Il est accessible sans détérioration de l'emballage. Une copie informatique du BLIV signé des parties est transmise le titulaire au client selon les modalités prévues par chaque marché.

Exig 80. - Le titulaire doit fournir systématiquement la fiche de données de sécurité (FDS) des rechanges délivrés selon le règlement (CE) 1907/2006 REACH [R12] et conformément au règlement (CE) 1272/2008 (CLP) [R11]. Elle sera donc jointe et dûment complétée, à tous les rechanges. Elle conditionne la procédure à appliquer pour le transport. Sans ce document indispensable, les agents de réception doivent suspendre la réception des matériels concernés.

Exig 81. - Le titulaire doit mettre à jour les FDS des rechanges délivrés au client en fonction de l'évolution de la réglementation et doit en transmettre une copie au Service Logistique de la Marine (SLM) des lieux de livraison pour les rechanges que la marine a reçus sur la durée du marché.

Exig 82. - Pour les matériels classifiés :

- A - Le titulaire appose sur l'emballage l'identification du matériel et le timbre correspondant à son niveau de classification. Ce marquage doit être définitif et toujours visible. Lorsqu'il est impossible d'inscrire le timbrage et/ou l'identification sur le matériel, alors celui-ci est accompagné d'une fiche suiveuse (non classifiée) ;
- B - le conditionnement doit respecter les principes de double emballage et de matériel invisible. L'emballage doit donc être opaque et plombé (ou équivalent) afin de déceler toute tentative d'ouverture.

Exig 83. - Pour le traitement des matériels classifiés, le titulaire doit se référer à la note n°2014-19279 DSSFT/SDL/NP du 09 Juillet 2014 relative aux modalités de gestion de l'entreposage et des mouvements des rechanges classifiés dont la compétence de gestion de biens relève du Service de Soutien de la Flotte de Toulon [R8].

## 5 PRESTATION LIÉES AUX OPÉRATIONS DE RÉCEPTION

Exig 84. - Le titulaire livre les fournitures à la salle de réception du SLM, l'adresse précise étant indiquée sur le marché (elle peut être différente du site d'émission de la commande).

Exig 85. - Lorsque le matériel est déposé en magasin, le client ou son représentant fait procéder à la recette du matériel selon les modalités prévues par le processus en référence PO410 [R9]. Il s'assure en particulier que la fourniture est au complet, en bon état, conforme aux exigences du

présent document, exempt de tout défaut préjudiciable à son emploi, et que les documents demandés dans la présente STA sont joints à la fourniture.

## 6 CAS PARTICULIER DU STOCKAGE CHEZ LE TITULAIRE

Il convient de ne pas confondre « bien mis à disposition d'un industriel » et « bien entreposé chez un industriel ».

En effet, un bien mis à disposition de l'industriel répond à une action temporaire de maintien en condition opérationnelle et implique le retour du bien dans son intégralité.

Un bien entreposé chez l'industriel traduit quant à lui le recours à l'externalisation de la fonction entreposage (dû aux conditions particulières de stockage ou un manque de place).

Exig 86. - Lorsque le marché prévoit que des rechanges sont entreposés chez le titulaire, une liste exhaustive est établie contractuellement entre le client et le titulaire.

Exig 87. - Un état contradictoire est établi 2 mois au plus tard après la notification du marché. Cette liste est valorisée et vaut preuve de détention par le titulaire. Le titulaire assure l'assurance de ces rechanges et, le cas échéant, s'assure des dispositions de conservations selon la nature du matériel (classifié – dangereux...).

Exig 88. - La détention comprend à minima les prestations suivantes :

- stockage des rechanges suivant les normes en vigueur ;
- réalisation des essais périodiques réglementaires ou prévus par la politique de maintenance ;
- suivi matriculaire des rechanges ;
- mise à disposition des rechanges sur demande du client ;
- Le titulaire établit un compte rendu à minima semestriel présentant les opérations réalisées, l'état de disponibilité du stock (inventaire quantitatif et qualitatif) et les éventuels éléments de retour d'expérience (REX).

Lorsque le matériel est acheté au titre d'un contrat de MCO ou un marché de prestation et directement stocké chez l'industriel, le matériel ne transit pas par le service de réception du Service Logistique de la Marine. Il faut cependant que le matériel soit réceptionné et comptabilisé administrativement pour suivi dans SIGLe et CHORUS. Il y a alors 2 cas possibles : achat à la maille article et achat hors maille article.

Exig 89. - Dans le cadre d'un achat à la maille article, « l'attestation de service fait » doit parvenir au responsable contrat qui transmet cette dernière au service Réception du SLM afin que la réception sur attendu de réception puisse être effectuée.

Exig 90. - Dans le cadre d'un achat hors maille article, « l'attestation de service fait » doit parvenir au responsable contrat qui se tourne vers la cellule coordination des flux du Département Administration Stock Terre qui initie l'attendu de réception afin que le SLM puisse réceptionner le matériel dans SIGLe.

Exig 91. - Dans les deux cas, le matériel est basculé en position logistique ACI qui signifie que le bien est disponible en bon état chez l'industriel.

## ANNEXE 1 : FICHE D'IDENTIFICATION OBSOLESCENCE

### FICHE D'IDENTIFICATION DE L'OBSOLESCENCE

les cases marquées d'un \* doivent être remplies. (sauf si inexistant : à mentionner clairement)  
Dans le cas contraire la FIO est renvoyée au rédacteur



*N° de marché :	* N° FIO :	Logo titulaire
* Emetteur :	Date :	
Tél :	E.mail/Fax :	
Pièces(s) jointe(s) :		

<b>Partie réservée au titulaire</b>		
* Désignation appareil intégrant :	* Code appareil intégrant :	RFO intégrant :
* Type bâtiment :		
<b>A - Motif de l'obsolescence</b>		
* NNO remplacé : <input type="checkbox"/> RP1 <input type="checkbox"/> RP2		
Description du motif de l'obsolescence : Immédiate <input type="checkbox"/> Programmée <input type="checkbox"/>		
<div> <div>* Stock Titulaire restant :</div> <div>* Historique de consommation moyenne annuelle du titulaire :</div> </div>		
<b>Types d'obsolescences :</b> (Détails expliqués dans l'onglet "formulaire DSSF") <div> <input type="checkbox"/> A : Pas d'action nécessaire           <input type="checkbox"/> D : Last By Order (dernier achat possible)         </div> <div> <input type="checkbox"/> B : Equivalence réelle           <input type="checkbox"/> E : Nécessite une modification majeure de l'intégrant         </div> <div> <input type="checkbox"/> C : Equivalence approximative           <input type="checkbox"/> F : Nécessite un redéveloppement complet de l'intégrant         </div>		
<b>B - Identification de l'article de remplacement (joindre la fiche technique si non connu de Soprano)</b>		
Code OTAN ou/et nom de la société fabricant l'article de remplacement :		
* Référence fabricant de l'article de remplacement :		
Désignation usuelle de l'article :		
NNO de l'article de remplacement :		
Renseignements complémentaires :		
Prix de l'article de remplacement (HT) :		
Nature de l'article de remplacement : <input type="checkbox"/> RP1 (consommable) <input type="checkbox"/> RP2 (réparable)		
Domaine technique concerné : (Armes, munitions, Coques/machines/électricité/sécurité, Electronique/aéro, Matériel banal, Autre.)		
* Y a-t-il une évolution en cours (FDE, APM, OM, OR, etc) ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Référence :		
<div> <div>* VISAS Titulaire :</div> <div>Rédacteur :</div> <div>Approbateur :</div> </div>		

## ANNEXE 2 : FORMULAIRE DE DEMANDE DE NOMENCLATURE

<div style="border: 1px solid black; border-radius: 15px; padding: 5px; display: inline-block;"> <b>Demande de Nomenclature</b> </div>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;"> <b>Réservé SSFB/SDL/COD</b>  Date du trait.: _____  N° CODIF: _____  Codificateur: _____ </div>	Votre référence dossier : _____ Service demandeur : _____ Personne concernée : _____ Date de la demande : _____ <div style="text-align: right; margin-top: 10px;">  : _____   : _____ </div>
<div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div> <b>Besoin présentant un caractère <sup>(1)</sup> :</b>  Exceptionnel  Répétitif </div> <div style="font-size: 2em;"> ➡ ➡ </div> <div style="text-align: right;"> NSSF : <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; display: inline-block;"></div>  NNO : <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; display: inline-block;"></div> </div> </div>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> <b>Renseignements concernant l'article à codifier :</b>  <p style="color: red; margin: 0;">(pour une liste d'articles renseigner l'onglet "Liste")</p> </div>	
Désignation usuelle de l'article * : _____ Référence fabricant de l'article * : _____ Code OTAN ou nom du fabricant * : _____ Code appareil ou appareil utilisateur : _____ Prix unitaire de référence TTC ( € ) * : _____ Applicabilité/Ensemble/Bâtiment * : _____ N° Contrat (ex : BS1, BS2...) * : _____	
<p style="color: red; font-size: 0.8em;">* données obligatoires</p>	
<b>Code nature :</b> Cochez la case correspondante {	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="text-align: center;"> Non Réparable : <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; display: inline-block;"></div>  Réparable : <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; display: inline-block;"></div> </div> <div style="text-align: center;"> Article à péremption : <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; display: inline-block;"></div>  Outillage : <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; display: inline-block;"></div> </div> </div>
<p style="color: red; font-weight: bold;">IMPORTANT : Joindre justificatifs ( copies : fax , catalogue , fiche technique , plans ... )</p>	
Observations ou renseignements complémentaires : _____ <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; margin-top: 5px;"></div>	
<p style="color: red; font-size: 0.8em;">L'état d'avancement de la demande est consultable sur CESAM à l'adresse :  <a href="http://applications.dssfb.dga.defense.gouv.fr/cesam.html">http://applications.dssfb.dga.defense.gouv.fr/cesam.html</a> (identifiant : invite; mot de passe : invite)</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <div style="display: flex; align-items: center;"> <div> <b>Adresser vos demandes au responsable codification de DSSF Brest</b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <a href="mailto:ssf-brest.codification96.fct@intra.def.gouv.fr">ssf-brest.codification96.fct@intra.def.gouv.fr</a></li> <li>■ ou fax au n° 72-29-957 ( ou 02 98 22 99 57 )</li> <li>■ OU COURRIER : BCRM DE BREST, DSSF Brest/SDL/Appro/Identification CC45 - 29240 Brest Cedex 9</li> </ul> </div> </div> </div>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px; text-align: center;"> Partie réservée aux codificateurs </div>	
N° de nomenclature attribué : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; display: inline-block;"></div>	
Observations : _____ <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; margin-top: 5px;"></div>	



# DEMANDE DE NOMENCLATURE POUR UNE LISTE DE RECHANGES

[illegible]



## FORMULAIRE DE DEMANDE DE MODIFICATIONS DE DONNÉES

**Demande de modification de données**

<b>Reservé SSF/MSL/COD</b> Date du trait : _____ N° CODIF : _____ Codificateur : _____	Votre référence : _____ Service demandeur : _____ Personne concernée : _____ Date de la demande : _____
---	--

Renseignements pour toutes demandes :

**N° de nomenclature :** \_\_\_\_\_

**Données à modifier :** Cocher la case correspondante

{

FGI (SOPRANO) :

X

SIGLE :

**Modifications souhaitées :** Joindre l'justificatif modification (comin, fax, cotabour, fiche technique, plans...)  

BV mettre en non appen pour la Marine Nationale ce noi car matériel non fiable pour notre utilisation et créé un noi pour la bouteille de 34 litres et 1 noi pour le mini régulateur 199 384; rajouter dans Sigle la phrase "remplacé par nouveau noi, idem sauf 34 litres à 30 Bars, volume identique extérieur + mini régulateur par deux"

Observations ou renseignements complémentaires :

L'état d'avancement de la demande est consultable sur CESAM à l'adresse : <http://applications.dasib.dga.defense.gouv.fr/cesam.html> (Identifiant : invite; mot de passe : invite)


**Adresser vos demandes au responsable codification de DSSF Brest**  
 ■ [ssf-brest.codification96.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ssf-brest.codification96.fct@intradef.gouv.fr)  
 ■ ou fax au n° 72-29 857 ( ou 02 98 22 99 57)  
 ■ ou courrier : BCPM DE BREST/DSSF Brest/SDL/Appro identification CC45 - 29248 Brest Cedex 9

Partie réservée aux codificateurs

**Actions effectuées :** \_\_\_\_\_

**Observations :** \_\_\_\_\_

### ANNEXE 3 : FICHE DE SUIVI DE SOURCE RADIOACTIVE (F2SR)

	<b>FICHE DE SUIVI DE SOURCE RADIOACTIVE (F2SR)</b>									
<i>(Document de contrôle préconisé défini par la SMMIAD)</i>										
<b>DONNEES D'IDENTIFICATION DE LA SOURCE OU DU PORTE-SOURCE</b>										
<b>Dénomination :</b> <b>Code fabricant :</b> <b>Numéro de série :</b> <b>Numéro de lot :</b> <b>Radionucléide :</b>		<b>Nomenclature :</b> <b>Référence article :</b> <b>Date de fabrication :</b>								
<b>Type de rayonnement :</b> <input type="checkbox"/> Alpha <input type="checkbox"/> bêta <input type="checkbox"/> gamma <input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> Autres	<b>Symbole :</b> <input type="checkbox"/> Alpha <input type="checkbox"/> bêta <input type="checkbox"/> gamma <input type="checkbox"/> X <input type="checkbox"/> Autres									
<b>Source scellée :</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non <b>Groupe de radiotoxicité :</b> <input type="checkbox"/> Très forte (1) <b>Activité évaluée (Bq) :</b> <b>Concentration (KBq/Kg) :</b> <b>Date de péremption :</b>	<b>Suivant norme :</b> <input type="checkbox"/> Forte (2) <input type="checkbox"/> Modérée (3) <input type="checkbox"/> Faible (4) <b>Date de l'évaluation :</b> <b>Péremption à 10 ans :</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non (Art. R1333-52 du CSP) <b>Prolongation accordée :</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non									
<b>Prolongations :</b>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th style="width: 50%;">Date de fin de validité</th> <th style="width: 50%;">N° d'autorisation</th> </tr> <tr><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td></tr> </table>		Date de fin de validité	N° d'autorisation						
Date de fin de validité	N° d'autorisation									
<b>Échangeable par l'utilisateur :</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non <b>Niveau qualification opérateur :</b>		<b>NTI :</b> <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <b>Assistance technique :</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non								
<b>Documentation technique :</b>										
<b>IDENTIFICATION DES FABRICANT ET FOURNISSEUR(S)</b>										
<b>Fabricant</b>	<b>Nom :</b> <b>Adresse :</b> <b>Téléphone :</b> <b>N° Autorisation :</b> <b>Télécopie :</b>									
<b>Fournisseur de la défense</b>	<b>Nom :</b> <b>Adresse :</b> <b>Téléphone :</b> <b>N° Autorisation :</b> <b>Télécopie :</b>									
<b>FILIÈRE(S) D'ÉLIMINATION</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non										
<b>Reprise par le fournisseur</b> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non	<b>Nom de la PCR :</b> <b>Adresse de la PCR :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Télécopie :</b>									
<b>Autre filière d'élimination :</b>	<b>Nom :</b> <b>Adresse :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Télécopie :</b>									
<b>CONTRÔLES PRECONISES</b>										
<i>(Arrêté contrôle du 26 octobre 2005)</i>		<input type="checkbox"/> INTERNES <input type="checkbox"/> EXTERNES								
<b>Périodicité :</b>										
<b>Lieu :</b>										
<b>Contrôleur :</b>										
<b>Documentation de référence :</b>										
<i>Si la source est soumise à contrôles périodiques, prévoir l'enregistrement des contrôles au dos de la F2SR</i>										

(Recto)

Ce document est la propriété intellectuelle de la SMMIAD  
 Il ne peut être communiqué à quiconque sans autorisation écrite de l'armateur

Page 1/2

[illegible]

202 0000

Ca 4000000 est la population habituelle de la SIBOGAID

## ANNEXE 4 : FICHE DE CARACTERISATION


### EXEMPLE DE FICHE DE CARACTERISATION

#### FICHE DE CARACTERISATION N° ZZ-0000-SSF

Référence : Note n° 2005-01042 STXN/EXP du 26 juillet 2005 (CR de la CAP du 13 juillet 2005)

Désignation radioélément	Code Fabricant	Référence fabricant	NNO	Caractérisation (n° de lot, n° de série, provenance, etc.)
TUBE ELECTR TV330RCF1670-102 (Matériel contenant des radionucléides)	F2437	TV 3308	5960 14 427 9830	THALES Electronique Devices SA (TED)

Ensembles supérieurs (éventuels)	Code Fabricant	Référence fabricant	NNO	Aéronefs ou systèmes supports

Description du radioélément	Photographies
Dimensions (en cm) :	
Volume (en litres) :	
Poids (en grammes) :	
Conditionnement spécifique (éventuel) :	
Caractérisation radiologique	
Type de radionucléide	
Débit de dose au contact	
Activité (Becquerel)	
Concentration (KBq/Kg)	
Date de mesure de l'activité	
Méthode d'appréciation de l'activité	

Observations complémentaires (Par exemple, consignes de sécurité éventuelles, précautions à prendre pour l'exploitation et la maintenance aux différents NTD) :

Instructions de sécurité TED 807 et fiche 61417766 du 14/12/04

## ANNEXE 5 : CLASSES D'EMBALLAGES

### Classes d'emballage :

Chaque groupe est divisé en degrés.

Le 1er correspond à un degré du groupe « climatique »

Le 2nd correspond à un degré du groupe « mécanique »

#### Groupe « climatique »

**Degré 0** = Correspond aux articles inaltérables qui ne nécessitent aucune étanchéité ou imperméabilité particulière.

**Degré A** = Correspond à des articles qui sont susceptibles d'être utilisés rapidement. L'emballage assure une protection contre la pluie, les ruissellements et la corrosion. Il permet d'effectuer des chargements et déchargements en extérieurs. Ne prévoit pas de stockage à l'extérieur.

**Degré B** = Correspond à un emballage étanche aux entrées d'eau (immersion).

Il ne tient pas compte des phénomènes possibles de condensation. Le transport maritime est exclu. Le stockage en extérieur est possible pour une durée réduite. Sous abri, le stockage est limité à 2 ans.

**Degré C** = Correspond à une protection de longue durée quelles que soient les conditions de climat, de stockage et de transports (maritime compris). Le risque de condensation est pris en compte.

#### Groupe « mécanique »








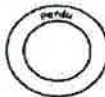

**Degré 1** = Aucune exigence particulière.

**Degré 2** = Une protection contre les risques courants de manutention et de transport est exigée. L'emballage classique permet de contenir l'objet concerné.

**Degré 3** = Correspond à une protection des articles à emballer par rapport aux chocs, aux vibrations, etc. Des dispositions particulières peuvent être requises par le SSF.

**Réutilisabilité** = En fonction de facteurs techniques ou économiques un emballage peut être réutilisable pour le même matériel ou un autre de même nature. Il doit être identifié par la lettre R. Dans le principe, un emballage classique est considéré comme « perdu » (le matériel consigné n'est pas concerné par cette disposition).

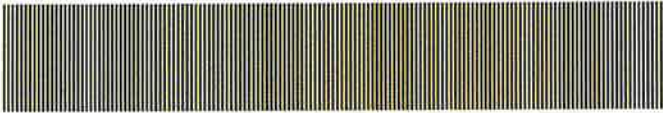


## CLASSES D'EMBALLAGES

Repères obligatoires	<div>Groupes climatiques</div> <div>     </div>
	<div>Groupes mécaniques</div> <div>    </div>
Repères facultatifs	<div>Réutilisabilité</div> <div>   </div>



## ANNEXE 6 : ETIQUETTE TYPE

Les étiquettes doivent être des étiquettes imprimées. Les étiquettes thermiques sont proscrites.

		UD : NB	
<b>NOI : 12 345 6789</b> LIBELLE EN TOUTE LETTRE			
<u>o</u> Soumis à épreuve <u>o</u> Soumis à visite	Date Fabrication JJ/MM/AAAA	Date péremption JJ/MM/AAAA	
N° Série / Lot indus : 00277612-17/F10640 		Réf Fournisseur : ZZZZZZZ	
		Réf Marché : YYYYYYY	
		Réf Cde : XXXXXXXX	

### Légende :

- UD : unité de conditionnement ;
- NOI : Numéro OTAN d'Identification (NNO ôté de ses 4 premiers chiffres qui correspondent au groupe classe) ;
- Réf Cde : référence de la commande.

Le QR code ou data-matrix situé au coin supérieur droit de l'étiquette doit idéalement contenir l'ensemble des informations directement lisibles sur l'étiquette.

# BULLETIN DE DELIVRANCE

DATE :	
N°MARCHÉ	
N° BDC	
DESTINATAIRE FINAL (unité / bateau)	
N° REF SERVICE EXPÉDITEUR	

N° REF SERVICE RECEPTIONNAIRE

SERVICE EXPEDITEUR	
	Nom Service / Société
	Nom, Prénom :
	N°téléphone:
	Date :
	VISA OBLIGATOIRE :
	Commentaire :

SERVICE RECEPTIONNAIRE	
Nom Service / Société	
Nom, Prénom :	
N°téléphone:	
Date :	
VISA OBLIGATOIRE :	Commentaire :

[illegible]

**voir liste en p/**

STARECHANGES NAVALS – DCSSF – INDICE D

N° REF SERVICE EXPEDITEUR	N° REF SERVICE RECEPTIONNAIRE
---------------------------	-------------------------------

[illegible]

SERVICE EXPEDITEUR	
Nom Service / Société	
Nom, Prénom :	
Date :	
VISA OBLIGATOIRE :	Commentaire :

SERVICE RECEPTIONNAIRE	
Nom Service / Société	
Nom, Prénom :	
Date :	
VISA OBLIGATOIRE :	Commentaire :

